

Les politiques culturelles : un levier incontournable pour nos petites villes

I – Les politiques culturelles locales à la merci de l'Etat : le constat général

Les dépenses culturelles locales, mais particulièrement celles des petites villes, se trouvent souvent délaissées en raison d'**arbitrages budgétaires difficiles**.

Car les coûts d'une politique culturelle sont encore trop souvent perçus comme une simple **dépense de fonctionnement** à l'instar des espaces verts alors que ceux-ci devraient représenter **un investissement** destiné à **construire un capital culturel** pour les jeunes de demain et pour **le développement du territoire**.

Aujourd'hui, les élus sont inquiets de l'avenir de la culture sur leurs territoires :

- **Inquiétude financière** d'abord, comment initier, ou même maintenir, une politique culturelle ambitieuse sur un territoire quand celui-ci est confronté à des contraintes budgétaires importantes ?
- **Inquiétude quant à la gouvernance** des politiques culturelles : si la compétence « culture » demeure partagée entre l'ensemble des acteurs publics, nous avons besoin de plus de coordination. L'obligation de créer une commission thématique dédiée à la culture au sein de chaque Conférence territoriale de l'action publique (CTAP), prévue par la loi création, architecture et patrimoine du 7 juillet 2017, constitue une évolution positive mais insuffisante. Les acteurs de terrain ont besoin de plus de visibilité sur le « qui fait quoi » et, surtout, le « qui finance quoi ».
- **Inquiétude quant au désengagement de l'Etat** dans les politiques culturelles, qui touche aujourd'hui même les équipements nationaux les plus prestigieux incités à développer leurs ressources propres, le mécénat et la privatisation.

La situation des politiques culturelles locales est alarmante malgré les initiatives prises par de nombreux élus locaux. Pourquoi ?

La baisse des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales (-13,7 milliards entre 2014 et 2018) a contraint les élus à arbitrer à revers des politiques culturelles. Les acteurs du monde culturel sont sur le qui-vive. A budget constant, les élus s'inquiètent de savoir comment ils parviendront à soutenir la création d'initiatives culturelles sur leurs territoires.

Une équation insoluble : l'activité de service public culturel est par essence déficitaire et les élus sont lucides **quant au caractère économiquement non rentable** de l'exploitation de la culture quelle qu'elle soit.

L'APVF mène chaque année une enquête auprès de ses adhérents concernant la préparation des budgets locaux : depuis 2014, l'APVF regrette que les maires de petites villes n'aient, pour seule option, que d'effectuer des coupes budgétaires dans le domaine de la culture, de la voirie et du sport afin d'atteindre l'équilibre auquel la loi les soumet.

II – Les politiques culturelles locales comme moteur essentiel au développement des petites villes : Des clefs pour réparer les fractures économiques et sociales

Les petites villes sont toutes confrontées aux mouvements et au brassage de leur population résultant notamment **de l'éclatement des pratiques sociales** : emplois, loisirs et résidences. La culture apparaît alors pour les élus comme un levier de rassemblement renforçant les sociabilités.

La culture ne doit plus être perçue uniquement à travers le prisme du tourisme mais doit devenir le trait d'union dans des petites villes où pourraient se rencontrer les habitants du centre, ceux des habitats collectifs et les vacanciers de passage dans nos territoires. Les politiques culturelles peuvent ainsi s'inscrire dans le cadre d'une politique plus globale de **revitalisation du centre-ville**.

Les conséquences économiques positives attachées à la culture sont l'occasion pour les élus de porter **un discours clé en main** : défendre les politiques culturelles tout en soulignant que celles-ci peuvent constituer un moteur pour l'économie locale.

III – Politiques culturelles innovantes dans les petites villes : quelques exemples

I – Saint-Maurice (Val-de-Marne) : une collaboration avec l'association des Concerts de Poche pour réduire les coûts d'une offre culturelle ambitieuse

Conséquence de la baisse des dotations aux collectivités : beaucoup de petites villes dressent le constat d'un affaiblissement de leur offre culturelle locale. En réaction à ce constat, la ville de Saint-Maurice réagit en s'efforçant d'offrir aux habitants des expériences musicales ambitieuses, à moindre coût pour la collectivité.

Depuis 2009, la commune de Saint-Maurice travaille en effet en relation avec l'association « Concerts de Poche » avec l'objectif de retisser du lien du social et de promouvoir la culture à destination de tous – et notamment des plus jeunes - à travers l'organisation d'expériences musicales audacieuses. Il s'agit là d'ailleurs de la mission que s'est fixée l'association « Concerts de poche », née en 2002, reconnue d'utilité publique et labellisée « La France s'engage » en 2014. La structure s'installe ainsi principalement dans les villages et les petites villes pour apporter la musique classique, le jazz et l'opéra, dans les lieux où celle-ci est parfois absente.

Sur le plan financier, l'opération représente un coût total de 20.000 euros : une partie est prise en charge par l'association « Concerts de poche ». Le reste du coût est assumé par la commune par l'intermédiaire d'une association constituée afin de recevoir les subventions municipales et celles issues de mécènes, au nombre de 12 aujourd'hui. A noter que la ville perçoit une partie du produit des ventes relatives à la billetterie : en définitive, il s'agit d'une opération peu coûteuse pour la collectivité, à tel point d'ailleurs que les communes limitrophes à Saint-Maurice sont de plus en plus nombreuses à souhaiter reproduire l'expérience.

2 – Pézenas (Hérault) : Le patrimoine culturel au service de la revitalisation

Pézenas, ville de 9000 habitants située entre Montpellier et Béziers, bénéficie d'un patrimoine préservé et attire chaque année des milliers de touristes. Alain Vogel-Singer, maire de la ville, a su tirer profit de cet héritage tout en menant une politique d'animation commerciale qui contribue au dynamisme du centre-ville.

André Malraux a créé à Pézenas un des premiers Secteurs Sauvegardés de France, en 1965. Depuis 1966, les rez-de-chaussée des immeubles du centre ancien sont animés par les artisans. Le label « Ville et Métiers d'Art » confirme en 1995 la vocation de la Ville, pour les métiers du Théâtre et de la restauration du Patrimoine. Le cœur historique de Pézenas compte aujourd'hui une quarantaine d'artisans-créateurs installés à l'année, identifiés par le logo « Je conçois, je fabrique dans mon atelier ». En 2012, la réouverture du théâtre historique, après 65 ans de fermeture et plus de 3 ans de travaux de restauration, confirme la vocation culturelle de la ville. Conjuguer protection, restauration, valorisation du patrimoine bâti et projets urbains qualitatifs et modernes est la base du développement harmonieux de Pézenas. Une charte Cœur de ville présente donc les prescriptions architecturales imposées pour tous travaux en secteur sauvegardé.

L'environnement patrimonial unique participe grandement au dynamisme du centre-ville. Toutefois, une politique d'animation commerciale qui couvre toute l'année demeure nécessaire. Les événements culturels comme la « Mirondela dels Arts » (spectacles, expositions, etc.), les « Nocturnes » des artisans-créateurs, les « Estivales » vigneronnes, attirent chaque été de nombreux touristes. La dynamisation du cœur de ville étant une volonté politique forte, un manager de centre-ville coordonne ces initiatives, ces « temporadas » qui animent chacune des quatre saisons.

3 – Le Relecq-Kerhuon (Finistère) : Un nouveau complexe sportif à financement participatif

Confrontée comme toutes les collectivités locales à la baisse des dotations, la ville du Relecq-Kerhuon, partie intégrante de Brest Métropole, a fait le choix du financement participatif pour le projet de rénovation et d'agrandissement du complexe sportif et culturel de Kerzincuff. Yann Nedelec, maire de cette ville de la rade de Brest dans le Finistère explique les choix qui l'ont conduit à opter pour une méthode de financement peu utilisée et peu connue de beaucoup d'élus.

Outre les équipements sportifs, c'est bien une transformation de toute l'organisation du complexe qui est en cours. Partie intégrante du centre socioculturel Médiathèque-Astrobale, situé au cœur de cette ville de 12.000 habitants, c'est bien la volonté de multi-modalité qui a dominé l'élaboration du projet de réhabilitation. La volonté de rapprocher les publics, les âges et les activités au cœur d'un « *vrai pôle structurant, culturel et sportif* » selon le maire. Les extensions permettront par ailleurs d'accueillir une plus grande diversité d'événements.

4 – Autun : La culture pour redonner un nouveau souffle à la ville

Située au cœur de la Bourgogne, à une heure de la métropole Dijonnaise, Autun subit, comme de nombreuses petites villes, une marginalisation culturelle croissante. Pour enrayer ce phénomène, le maire souhaite doubler la taille de la bibliothèque communale en la déplaçant au cœur de l'hôtel de ville.

Par ailleurs, d'autres projets plus ambitieux vont voir le jour à Autun : la réhabilitation d'un hôpital désaffecté en centre artistique, solidaire, coopératif et entrepreneurial. Bref les initiatives culturelles ne manquent pas pour cette commune de 15 000 habitants.

5 – Sochaux (Doubs) : Un tourisme industrialo-culturel

Si Sochaux, une petite ville de 4000 habitants dans le Doubs, n'est pas particulièrement connue comme une destination touristique, la ville a su transformer en atout culturel - et donc touristique – ses liens avec Peugeot. Aujourd'hui, rares sont les vacanciers du coin qui ne s'arrêtent pas à Sochaux pour découvrir les nombreuses expositions consacrées au « roi des lions ».